Commentaire

Numéro 122/Été 2008

Zbigniew Brzezinski Poutine Serge
Michailof L'échec de l'aide en
Afghanistan Jean-Louis Beffa/Xavier
Ragot/Jean-Philippe Vincent
Le capitalisme aujourd'hui Giuseppe
Sacco Retour du XX^e siècle en Italie ?
Raymond Aron/Alain Besançon
Nathanaël Dupré La Tour Mai 68
Alfred Fabre-Luce Malraux en
jugement Pierre Bosquet Finances des
syndicats Rony Brauman L'humanitaire
Michelle Gobert L'adoption Laurent
Boccon-Gibod La chirurgie à
l'hôpital Alain Bienaymé/Dominique
Roux L'université Paris-Dauphine

Italie : fin ou retour du XX^e siècle ?

GIUSEPPE SACCO

Comme le montre Giuseppe Sacco, les dernières élections italiennes, qui ont ramené Silvio Berlusconi au pouvoir, revêtent une grande importance pour l'histoire italienne, peut-être aussi pour celle de l'Europe.

COMMENTAIRE

A PARTIR du 13 avril 2008, et pour la première fois depuis le fascisme, aucune force représentée au Parlement de Rome ne s'appellera plus « communiste ». De même, pour la première fois depuis 1912, il n'y aura, dans ce même Palais de *Montecitorio*, aucun député élu sous le label du « Socialisme ». Et puisque le nouveau « Parti démocrate » (PD) – l'ancien Parti communiste italien (PCI) qui a plusieurs fois changé de nom, et qui a cette fois-ci délaissé même la partie de ce nom qui le définissait comme « de gauche » – a préféré ne pas demander son adhésion à l'Internationale socialiste, il n'y aura, au Parlement italien, plus aucun représentant d'une force liée au Parti socialiste français ou à la social-démocratie allemande.

À l'ombre du Colisée, il s'est donc passé quelque chose qui peut être considéré comme extraordinaire, surtout si l'on pense que pendant la guerre froide le PCI était parvenu à compter deux millions de membres inscrits. On pouvait même le considérer comme le plus grand Parti communiste du monde, étant donné que dans les pays du bloc soviétique l'adhésion n'était pas souvent spontanée, tandis que, dans la Péninsule, être commu-

niste ne simplifiait pas la vie, mais la contraignait plutôt.

Ajoutons qu'au Parlement de Rome il n'y a désormais plus d'élus dont le parti fasse référence au fascisme, l'autre grand phénomène politique pour lequel l'Italie a joué un rôle de toute première importance au cours du XX^e siècle. Et même si quarante-cinq années séparent l'écroulement du communisme de celui du fascisme, la disparition définitive de la « flamme tricolore » du Mouvement social italien (MSI) constitue aussi une nouveauté importante. Car l'Italie – contrairement à l'Allemagne – n'avait jamais mis hors la loi les anciens fascistes. Au contraire, elle leur a laissé le droit de se compter à chaque élection (où ils obtenaient normalement entre 5 et 7 % des suffrages) ; ce qui avait été considéré comme le moyen de montrer la force et l'enracinement de la démocratie dans la Péninsule.

Aux dernières élections, toutes les anciennes formations politiques à base idéologique héritées du XX^e siècle ont donc tenté encore une fois leur chance, et toutes ont été éliminées. Les électeurs n'ont en effet pas accordé assez de suffrages pour qu'ils franchissent le seuil minimum ni à la « *Destra* », très fidèle dans sa